

«Immunsation de groupe»: le choix très risqué de Boris Johnson

PAR AMANDINE ALEXANDRE
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 13 MARS 2020

Le premier ministre britannique n'a annoncé aucune mesure drastique face au Covid-19, jeudi 12 mars, lors d'une conférence de presse attendue. Le gouvernement mise sur le développement d'une « immunsation de groupe », processus qui risque de faire plusieurs centaines de milliers de victimes.



© SIMON DAWSON / POOL / AFP

Londres (Grande-Bretagne), de notre correspondante.— Les Britanniques ont vécu un moment très étrange et très angoissant, jeudi 12 mars, en fin de journée. Le premier ministre a annoncé sur un ton solennel que le pays traversait « *la plus grave crise sanitaire d'une génération* » et qu'il ne comptait prendre aucune mesure drastique pour tenter de l'enrayer.



Le premier ministre britannique lors de sa conférence de presse, jeudi 12 mars, sur le coronavirus. © SIMON DAWSON / POOL / AFP

Hier, le Covid-19 n'avait fait que 8 victimes au Royaume-Uni, mais « *beaucoup de familles vont perdre des proches de façon prématurée* », a prévenu Boris Johnson de manière glaçante. À ses côtés, le médecin hygiéniste en chef d'Angleterre, Chris Whitty, a confirmé que le bilan pourrait s'élever à 500 000 morts si 80 % de la population contracte le Covid-19 et que le taux de létalité est de 1 %.

Ces déclarations choc n'ont été suivies d'aucune annonce choc. Les personnes qui toussent et ont une température de plus de 37,8 degrés sont désormais priées de s'isoler pendant une semaine, certes. Les voyages scolaires à l'étranger sont dorénavant interdits et les Britanniques les plus âgés sont priés de ne pas partir en croisière. C'est à peu près tout.

À un stade ultérieur du plan d'action du gouvernement, les seniors seront poussés à s'isoler mais ce moment n'est pas encore venu car, a fait valoir M. Whitty, au bout d'un certain temps, les gens « *s'ennuient* » et n'appliquent plus les recommandations sanitaires.

Alors que les mesures drastiques se multiplient en Europe, le Royaume-Uni a décidé d'adopter une stratégie très différente et très critiquée par beaucoup de scientifiques : en résumé, tenter de freiner la propagation du virus sans le stopper pour autant, afin de créer un phénomène d'immunsation de groupe (« *herd immunity* ») qui, selon les autorités, permettra de mieux faire face au Covid-19 sur le temps long.

Plusieurs scientifiques de renom jugent que l'action du gouvernement confine en réalité à l'inaction. « *Nous marchons sur la tête* », a déploré John Ashton sur la BBC jeudi soir. Ce professeur de santé publique a dénoncé le retard pris par le gouvernement de Boris Johnson dans la lutte contre l'épidémie, en particulier l'absence de tests des passagers de retour des zones à risque.

John Ashton estime que la tenue mercredi du match entre l'Atlético de Madrid et Liverpool devant 3000 personnes dans le stade d'Anfield – alors même qu'en Espagne les rencontres se jouent sans spectateurs – était particulièrement irresponsable.

Ce matin, la Premier League et trois autres ligues de foot ont annoncé qu'elles suspendaient toutes les rencontres jusqu'au 3 avril prochain. Officiellement, pourtant, les grands rassemblements restent autorisés. Les courses hippiques de Cheltenham, qui devaient rassembler 60 000 personnes aujourd'hui, ont été maintenues et le match de rugby Pays de Galles-Écosse prévu samedi n'a pas été reporté. Cardiff doit accueillir 75 000 spectateurs.

Hier soir, l'ex-ministre conservateur de la santé, Jeremy Hunt, a exprimé son profond désaccord. « *C'est très grave. C'est une urgence nationale. [...] Beaucoup de personnes trouvent que la décision du gouvernement (d'autoriser les grands rassemblements et de maintenir les écoles ouvertes) est inquiétante. [...] Je suis très surpris que les visites dans les maisons de retraite soient encore autorisées* », a fait remarquer M. Hunt, désormais président de la commission parlementaire chargée des questions sanitaires à la Chambre des Communes.

Rory Steward, un autre ex-ministre conservateur et candidat indépendant à la mairie de Londres, est allé encore plus loin dans la critique. **Sur CNN**, il a accusé le gouvernement d'avoir pris une décision « *politique* ». « [Les autorités] *ne sont pas transparentes avec le public*, a fait valoir l'ancien ministre. *Quand les gens comprendront que le gouvernement table sur le fait qu'il vaut mieux que les gens meurent maintenant pour protéger la majorité de la population sur le long terme, ils seront très perturbés.* »

En dépit de ces très sévères critiques et d'un bilan humain qui s'alourdit, les autorités publiques britanniques n'ont, pour l'instant, pas la moindre intention de modifier les recommandations faites à la population.

Vendredi matin, le scientifique en chef du gouvernement, Patrick Vallance, a assuré que l'objectif du gouvernement était de « *réduire le pic de l'épidémie* » pour limiter la pression sur le système de santé public britannique. Il a également confirmé que le gouvernement avait adopté la stratégie de

l'immunisation de groupe – à rebours des autres pays européens et d'à peu près tous les autres États de la planète.

« *Nous pensons que le virus va probablement revenir année après année, comme la grippe hivernale*, a déclaré ce matin Patrick Vallance, le scientifique en chef d'Angleterre. *Les gens vont acquérir une immunité au virus. Cela est une façon efficace de contrôler l'épidémie sur le long terme. Pour que se développe une immunité de groupe, il faut que 60 % [de la population soit contaminée].* »

À en juger par **les commentaires publiés sur les réseaux sociaux**, les Britanniques se montrent divisés sur la confiance à accorder au gouvernement, sur fond de sous-financement chronique du National Health Service et de pénurie de personnel médical.

Les électeurs les plus sceptiques soupçonnent Boris Johnson d'avoir fait le choix de sacrifier des dizaines de milliers de vies humaines pour protéger l'économie du Royaume-Uni. Dans un pays où **les mesures d'austérité ont entraîné la mort d'environ 130 000 personnes entre 2012 et 2019**, rien ne semble être trop cynique pour être plausible.

La seule décision majeure que Boris Johnson a prise pour l'instant en lien avec l'épidémie de coronavirus est de reporter les élections locales partielles – dont l'élection du maire de Londres – qui devaient se dérouler au mois de mai. Celles-ci n'auront lieu qu'en mai 2021, a fait savoir Downing Street, en fin d'après-midi vendredi. En retardant l'échéance, le leader conservateur repousse également le risque d'un revers dans les urnes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.